

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mons, le 11 septembre 2025

Catastrophe sociale chez Gabriel Technologie (Saint-Ghislain)

Ce mercredi 10 septembre 2025, lors d'une réunion extraordinaire, la direction de Gabriel Technologie, entreprise chimique située à Baudour (Saint-Ghislain), a annoncé vouloir activer la Loi Renault en vue d'une fermeture définitive du site.

L'entreprise, active dans la production de billes de polystyrène expansibles, occupe 47 travailleuses et travailleurs (27 ouvriers et 20 employé-e-s).

Le personnel est abasourdi par cette annonce brutale. En effet, malgré des chiffres qui n'étaient pas florissants, les travailleurs ne s'attendaient pas à cette décision radicale. De nombreuses personnes y travaillent depuis plus de 20 ans, l'entreprise étant implantée à Baudour depuis 1998.

Il s'agit, à nouveau, d'une catastrophe sociale dans une région, Mons Borinage, qui a déjà beaucoup souffert socio-économiquement, notamment avec la restructuration récente chez Yara Tertre.

Malgré les arguments avancés par le groupe Knauf pour tenter de justifier cette annonce, il apparaît clairement que cette situation a été causée par une gestion calamiteuse du site par la direction locale. En outre, le groupe Knauf, qui a fait de la mise en concurrence de ses différents sites de production un principe fort, a décidé de sacrifier Gabriel Technologie sur l'autel du profit. Le terrain occupé par l'entreprise suscite la convoitise d'un voisin, géant de la tech, au portefeuille bien garni.

Il est évident que les travailleuses et travailleurs ne se laisseront pas faire et se battront pour obtenir un volet social conséquent ainsi que des moyens pour leur reconversion professionnelle.

La CSC bâtiment - industrie & énergie (CSCBIE) et la FG TB les accompagneront pendant cette période triste et difficile. Nous mettrons tout en œuvre pour que le groupe Knauf assume ses responsabilités et paie le juste prix.

A défaut, il s'agira d'un conflit social long et très dur.

Avant d'arriver à cela, place au dialogue. Une première réunion, dans le cadre de la Loi Renault, est prévue ce mercredi 17 septembre à l'entreprise. Les organisations syndicales y mettront tout en œuvre pour établir un calendrier de négociations avec la direction du site.

La Chimie, secteur porteur, est de plus en plus fragilisée. Sans réaction politique forte afin de protéger l'emploi dans notre région, il semble malheureusement évident que cette catastrophe sociale ne sera pas la dernière. Il est grand temps que la protection de l'emploi devienne une priorité des différents niveaux de pouvoir.

Contact :

Jeanne MAILLART – Secrétaire de la CSCBIE Mons La Louvière Hainaut Occidental –
0471/77.46.37

Lionel QUEBELLA – Secrétaire de la Centrale Générale FG TB Wapi Mons Borinage –
0473/97.34.18